

Réforme « Chatel » du lycée ?

NON, ce n'est pas une « réformette »...

Le gouvernement est plus « prudent » que l'année dernière. Mais dans ses cartons, il a un projet qui est au moins aussi dangereux pour les personnels, les élèves et le système scolaire que feu le projet « Darcos ». Il faut s'y opposer avec force et demander une autre réforme plus ambitieuse pour l'éducation nationale!

CONTRE LA REFORME « CHATEL », TOUS EN GREVE LE MARDI 24 NOVEMBRE

Une réforme liée à une politique budgétaire...

45 000 postes supprimés en 6 ans, 16 000 rien que pour la rentrée prochaine...

Les conséquences ? Nous les vivons au quotidien :

Hausse des effectifs par classe et du nombre de classes par prof, compléments de service qui se multiplient, TZR méprisés par l'administration, nommés hors zone et hors discipline, pressions accrues pour prendre des heures sup... Au final, une charge et un temps de travail en hausse... et un salaire qui baisse !

Toujours moins de moyens pour l'Ecole ?

Ce sont les personnels et les élèves qui en font les frais tous les jours !

La réforme « Chatel », c'est encore plus de dégradation des conditions de travail !

Des suppressions de postes

- diminution horaire** des « enseignements d'exploration » en 2nde (réduction des 3h hebdomadaires/an à 1h30 hebdomadaire /an ou 3h pendant un semestre) ;
- « **décloisonnement des cours** » en 1^{ère} pour regrouper (à 35 ou plus ?) des élèves de séries différentes ;
- réduction des séries STI à une seule**, suppression des séries « à faible flux » ;
- généralisation des groupes de compétences en langues vivantes** ;
- réductions horaires « masquées »** : (2h d'accompagnement prises sur les disciplines ; LV1 et LV2 globalisées à 4h en Term ; 1^{ère} S : 10h pour maths+ScPh+SVT ; etc)

Des missions dénaturées, une surcharge de travail

Vous pensiez qu'un enseignant... enseigne ? Non, il accompagne, il oriente, il fait du tutorat, il évalue et remplit des livrets de compétences... et après seulement il enseigne (en cours magistral à 35 élèves par classe). Les CPE n'existent plus, les COPsy disparaissent, etc.

Toutes ces nouvelles missions pour les enseignants viendront s'ajouter à la charge de travail actuelle, et viendront encore dégrader les conditions d'exercice de nos vraies missions. Sans compter qu'il faudra venir travailler pendant les vacances, pour les « sas » de réorientation ou de rattrapage...

Orientation et tri social

- « pour » les élèves en difficulté, des « **sas de réorientation** » en cours d'année (pendant les vacances) : évacuer les élèves plutôt que de donner les moyens de les faire réussir...
- ceux qui se seront accrochés attendront les heures d'accompagnement ou les « **sas de remise à niveau** » (pendant les vacances) pour qu'on s'occupe de leurs difficultés...
- pour « mieux » les orienter, **suppression massive des postes de COPsy** (moyenne actuelle = 1400 élèves par co-psy !) et externalisation de l'orientation vers... les « infos » (payantes) du privé ?
- et le « **plan Hirsch** » n'est fait que pour renforcer cette logique : casse de l'orientation publique et éviction des élèves de classes populaires.

**La politique actuelle nous empêche de faire nos métiers.
La réforme Chatel ne va faire qu'aggraver la situation, parce que tri social et dégradation des conditions de travail pour les personnels vont de pair !**

Démocratiser l'accès au lycée, c'est juste, c'est efficace et c'est possible !

**Démocratiser l'accès au lycée, c'est donner aux personnels les moyens de bien faire leur métier.
C'est un choix de société !**

- Supprimer des postes, fermer des classes, autant d'« économies »... qui dégradent les conditions de travail et de vie des personnels, et qui coûtent cher aux élèves : comment travailler à 35 en 2de ?
- Limiter les effectifs par classe à 25, cela permettrait aux élèves de mieux travailler et réussir. Le coût ? 1,4 milliard d'euros... Combien a-t-on trouvé de milliards d'argent public pour « aider » quelques banquiers ? La réussite des jeunes ne vaut-elle pas ce prix ?
- La dépense collective pour l'éducation ne cesse de diminuer (7.6% du PIB en 1995... 6.6% en 2007 !). L'État a décidé de faire des économies sur le dos des jeunes et de leur avenir... et sur le dos des personnels.

Démocratiser l'accès au lycée a un « coût »...le « coût » de l'investissement pour l'avenir de la jeunesse. Et ça n'en vaudrait pas la peine ?

Mais le seul projet du gouvernement pour la jeunesse, c'est d'évacuer vers l'apprentissage et l'alternance, au plus vite, les élèves en difficultés... (Plan Hirsch, Loi orientation et insertion).

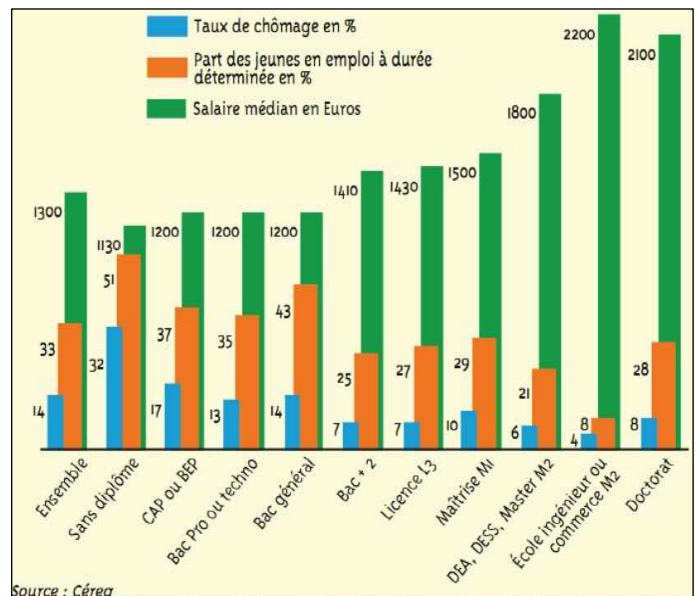
« Trop » de diplômes tue le diplôme ? NON !

Selon certains, les emplois qualifiés seraient en nombre limité, et fixe. Il ne servirait donc à rien de pousser plus de jeunes à faire des études, leur diplôme ne serait qu'un leurre. L'« inflation des diplômes » ne pourrait que dégrader la valeur de chaque diplôme.

Cette idée est démentie par les faits !

- Les élèves qui ont bénéficié de la démocratisation des années 80 ont accédé plus massivement à des emplois qualifiés et des salaires plus élevés : les formations universitaires dispensées à la fin des années 80 ont accru en moyenne les salaires de 50%. Elles ont aussi incité les entreprises à créer davantage d'emplois plus qualifiés. La démocratisation a contribué à moderniser l'économie !

- Et si l'on raisonne en termes d'insertion sur le marché du travail, alors les chiffres montrent que le diplôme reste une arme incontournable contre le chômage et contre la précarité.



Davantage d'études, c'est moins de précarité, moins de chômage, des emplois plus qualifiés et des salaires plus élevés. La vraie question, c'est comment faire pour que tous les jeunes puissent avoir les conditions pour réussir leurs études.